

Direction des affaires juridiques et de la commande publique
Institution et vie politique

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté – Égalité – Fraternité

Ville de Givors

DÉCISION MUNICIPALE

N°DM2022_039

OBJET : CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE DE LA COMMUNE DANS LE CADRE DE LA PROCÉDURE ENGAGÉE À L'ENCONTRE DE MONSIEUR TEDJARI

Le maire de Givors,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L. 2122-21 ;

Vu la délibération n°1 du conseil municipal en date du 12 janvier 2022 donnant délégation de pouvoirs à Monsieur le maire en vertu de l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, et ce pour la durée du mandat, d'intenter au nom de la commune les actions en justice et notamment de déposer plainte et de se constituer partie civile en vue d'obtenir réparation des préjudices personnels et directs par la commune du fait d'infractions pénales ;

Vu l'arrêté en date du 21 janvier 2022 donnant délégation de fonction et de signature à Madame Nabiha Laouadi, 5ème adjointe ;

Vu l'avis à victime reçu le 16 septembre 2022 informant la commune de la tenue d'une audience le lundi 26 septembre 2022 à l'encontre de monsieur Akim Tedjari devant la 8ème chambre du tribunal correctionnel de Lyon ;

Considérant que le 7 novembre 2020, monsieur Akim Tedjari a dégradé le volet roulant métallique du Centre Communal d'Action Social de Givors (CCAS) ;

Considérant que la commune de Givors est propriétaire des locaux et que ces derniers sont mis à disposition du CCAS ;

Considérant que ces faits sont pénalement répréhensibles ;

Considérant que le montant des dommages sont établis à 531,43 euros TTC ;

Considérant qu'il est nécessaire que la commune, victime dans cette affaire, demande la réparation du préjudice subi direct et personnel ;

DÉCIDE

Article 1 : De se constituer partie civile pour le compte de la commune dans la procédure concernant Akim Tedjari n° de parquet 20363000059 devant le Tribunal Correctionnel de Lyon 8ème chambre.

Article 2 : De demander la condamnation de monsieur Akim Tedjari à payer à la commune la somme de 531,43 euros TTC.

Article dernier : La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif devant monsieur le maire de Givors dans le délai de deux mois à compter de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet. Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal Administratif de Lyon

sis 184 rue Duguesclin 69433 Lyon Cedex 03 ou sur le site <https://citoyens.telerecours.fr/>, dans le délai de deux mois à compter de la publication de la décision ou à compter de la réponse de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé.

Le lundi 19 septembre 2022,

Nabiha LAOUADI, 5ème
adjointe déléguée à
l'urbanisme, à l'habitat et au
droit

Envoyé en Préfecture le :

Affiché ou notifié le :